



Le 15 septembre, lors d'une intervention télévisée, Fr. Hollande a revendiqué le titre de « président des entreprises ». Incontestablement le titre lui va à ravir : qui est en train de s'en prendre aux retraites, après avoir organisé l'austérité budgétaire, avancé dans la voie du démantèlement du code du Travail (loi « pour la sécurisation de l'emploi »), procédé à des hausses record de la pression fiscale et multiplié les cadeaux aux patrons, etc., etc ?

Le pire est que ce n'est pas fini. Désormais s'annonce aussi un budget prévoyant des coupes budgétaires record ainsi que l'exige l'Union Européenne. On pourrait aussi citer les menaces qui pèsent sur le système de Sécurité Sociale.

Une telle politique n'a rien de « gauche » - elle doit être combattue. **Le NPA se situe sans ambiguïté en opposition à ce gouvernement.**

FN et UMP en embuscade

La constitution d'une telle opposition est indispensable, urgente. Des millions de travailleurs, de jeunes, se détournent du gouvernement et du PS. Mais sans perspective crédible à gauche, ils se réfugient massivement dans l'apathie, l'abstention sur le plan électoral.

Le discrédit du gouvernement est tel qu'une fraction d'entre eux se tournent même vers la droite, voire le FN – un parti réactionnaire, raciste qui ne défend en rien les travailleurs.

La pression est telle que même le gouvernement juge utile de se situer sur le terrain des valeurs prônées par le FN. Ainsi, le ministre de l'Intérieur, Valls, multiplie-t-il les provocations racistes et sécuritaires : contre les musulmans, le regroupement familial des immigrés, etc.

A l'opposé le NPA défend l'objectif d'une opposition de gauche – syndicale, associative, politique – contre ce gouvernement. C'est sur cette base seulement qu'il sera possible de faire reculer le FN, d'éviter le retour d'un Sarkozy.

C'est le capitalisme qui est en cause !

Il n'y a aucun mystère : la remise en cause de nos acquis sociaux – l'un après l'autre – ne peut s'expliquer que par les exigences du capitalisme. Il s'agit de redresser les profits de quelque-uns au détriment des conditions de vie de la majorité.

Contre le gouvernement Hollande-Ayrault, le NPA défend la perspective d'un **gouvernement anti-austérité**, d'un gouvernement menant une politique

radicalement anti-capitaliste : annulation de la Dette publique, expropriation des banques et réorganisation économique au service de la majorité, plan de défense écologique, etc. Un tel gouvernement serait nécessairement un premier pas vers une Europe des travailleurs, en rupture avec l'Union Européenne des banquiers et des capitalistes.

Discutons-en !

Mercredi 16 octobre, 20 h :

Meeting du NPA

Bourse du Travail de Saint-Denis (rue Génin – Métro : Porte de Paris)

Nouveau Parti Anticapitaliste - Comité de Créteil

✉ : npa-creteil@live.fr - ☎ : 06 28 42 61 28 – blog : npacreteil.wordpress.com

La montée actuelle du FN leur donne des ailes. Pas une semaine ne passe sans que le ministre de l'Intérieur, Valls, ne se fende d'une déclaration stigmatisant la population immigrée.

A la rentrée, ce fut une déclaration visant à la remise en cause du regroupement familial (des familles immigrées). Puis il y eut l'affaire de la « laïcité » à l'Université : il 'agissait de créer de toutes pièces un problème « de voile » dans l'Enseignement Supérieur. Désormais, il y a les roms, que Valls se verrait bien renvoyer « chez eux »....

Mis il n'y a pas que les déclarations. Ainsi Valls est-il en train de « consulter » en vue d'une nouvelle loi sur les statut de réfugié. Personne ne peut douter qu'il s'agira de restreindre encore le droit d'asile. Par contre, aucune des mesures anti-immigrés de Sarkozy n'ont été abrogées (loi sur le voile, etc.).

Ela conclusion s'impose. Sur ce terrain comme sur les autres, il n'y a que de bonnes raisons pour combattre ce gouvernement réactionnaire !

A l'opposé, pour le NPA, il est indispensable de permettre aux populations d'origine étrangère de se défendre, qu'elles cessent d'être l'otage de politiciens racistes. C'est pourquoi il se prononce inconditionnellement **pour l'attribution à ces populations de leurs pleins droits politiques** – on vit ici, on vote ici !

Au-delà, **le NPA soutient évidemment le mouvement des sans-papiers** depuis son apparition. Tout le monde sait que ces travailleurs, réduits à une situation de semi-esclavage sont largement utilisés par les patrons. L'hypocrisie est générale. Dans ces conditions, les NPA est aux côtés de ces travailleurs pour exiger leur régularisation, le démantèlement des dispositifs d'exceptions (centre de rétentions), etc.

Communiqué du NPA – 24 sept. 2013

Jugement scandaleux contre des militants solidaires avec le peuple palestinien

Le tribunal d'Alençon a osé condamner, à des amendes avec sursis, pour discrimination, 7 militants pour leur participation à la campagne *Boycott Désinvestissement Sanction* contre l'État d'Israël. Il les a aussi condamnés à verser des dédommagements aux quatre officines de soutien inconditionnel de l'état d'Israël qui s'étaient portées parties civiles.

Les militants ont décidé de faire appel de ce jugement d'autant plus inique et scandaleux qu'il intervient à un moment où l'état d'Israël accélère sa politique d'apartheid et d'épuration ethnique par la multiplication des colonies en Cisjordanie et le développement du projet de regroupement forcé des Bédouins du Néguev avec le plan Praver.

Le NPA réaffirme sa totale solidarité avec tous les militants inculpés pour leur participation à des actions BDS comme à Alençon, Pontoise, Perpignan, Mulhouse.

Le NPA propose à tous les militants, associations et partis solidaires de la lutte du peuple palestinien, de mener ensemble une campagne nationale pour exiger l'acquiescement de tous les militants BDS inculpés, l'abrogation par le gouvernement des circulaires Alliot Marie et Mercier qui permettent de qualifier la campagne BDS de « discrimination raciste », et la fin de la criminalisation de la solidarité avec le peuple Palestinien.